

CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE DU 30 JUIN 2015

L'an DEUX MILLE QUINZE

Le mardi 30 juin à 20 heures 30

Le Conseil Municipal de la commune de **SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE**

Dûment convoqué, s'est réuni en session **ordinaire**

à la Mairie, sous la présidence de **Madame Murielle PICQ, Maire**

Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 juin 2015

PRESENTS : (17) Mmes Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, Michèle BILLIER, Valérie CHAMBOUNAUD, Irène FIORAZZO, Murielle PICQ, Cindy ROBERTEAU, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, Bruno CADUSSEAU, Eric GOUDONNET, Bernard GRIMEE, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS.

ABSENTS EXCUSES : (2) Monsieur François BERNY a donné pouvoir à Mme Géraldine VIRUMBRALES, Monsieur Daniel DEBET.

SECRETAIRE DE SEANCE : Madame Géraldine VIRUMBRALES.

ORDRE DU JOUR

FINANCES/PERSONNEL

- Fonds de Péréquation Intercommunale et Communale 2015 ;
- Fonds Départemental d'Aide à l'Équipement des Communes 2015 ;
- Extension du réseau électrique à « La Gache » ;
- Acquisition de deux postes informatiques : bibliothèque et secrétariat ;
- Acquisition de panneaux de signalisation pour la sécurisation du bourg et du village de « Cottraud » ;
- Convention avec le Conseil Départemental pour la sécurisation du bourg et du village « Cottraud » ;
- Extension du centre de secours de Saint-Savin ;
- Bons d'achat pour les lauréats des maisons fleuries ;
- Mise en place d'un contrat d'apprentissage au secrétariat de mairie ;
- Gratification des stagiaires ;
- Achat de spectacles musicaux ;
- Subvention exceptionnelle à Culture Vox et au Théâtre Epicé ;
- Création d'une régie de recettes « spectacles, concerts, expositions » ;
- Délibération modificative n° 1 du budget principal.

CENTRE DE SOINS

- Avenant n° 3 au lot n° 11 VRD avec TP33.

AUTRES POINTS

- Avis sur le déplacement de la chambre funéraire de la SARL BEAU & Fils ;
- Conventions avec les intervenants dans le cadre des Temps d'Activités Périscolaires ;
- Proposition de la motion pour alerter les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'Etat.

INFORMATIONS DES DECISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L 2122.22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Numéro	Objet
D 2015-083	Arrêté réglementant la circulation sur la rue Gabriel Perruchon pendant une manifestation au Vox
D 2015-084	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieudit « Le Moulin Blanc »
D 2015-085	Arrêté réglementant la circulation et le stationnement pendant les travaux de terrassement sur la rue du 19 mars
D 2015-086	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement sur la RD22 au lieudit Rabut
D 2015-087	Signature du contrat CUI avec Madame RENAUD Valérie du 1 ^{er} septembre 2015 au 31 août 2016
D 2015-088	Signature du contrat CUI avec Madame GUELFUCCI Brigitte du 1 ^{er} septembre 2015 au 31 août 2016
D 2015-089	Signature du contrat de la machine à affranchir avec FRANCOTYP
D 2015-090	Signature de la convention de stage tripartite avec Léo Lagrange et Marlène COUDRET
D 2015-091	Signature de la convention DIF avec Marlène COUDRET

Le compte-rendu du 3 juin 2015 est accepté à l'unanimité des présents et représentés.

N° 20150630-01

OBJET : FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES INTERCOMMUNALES ET COMMUNALES (FPIC) 2015

Madame Stéphanie BAUDE explique que le FPIC remplacera la dotation de solidarité communautaire. L'enveloppe est redistribuée aux communes. Le but étant de faire augmenter le CIF qui permet d'obtenir ainsi plus de dotation de l'Etat. Chaque année, il conviendra de délibérer sur le choix du versement du FPIC.

Arrivée de Madame Odette ANCELOT.

Madame Murielle PICQ donne lecture du projet de délibération :

Le rapporteur fait part de l'article 144 de la loi de finances pour 2012 créant le Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) à compter de l'année 2012. Sa finalité est de réduire les disparités de ressources entre collectivités territoriales au regard des charges auxquelles elles doivent faire face. Il s'agit d'un mécanisme de péréquation horizontale consistant à prélever une fraction des ressources fiscales de certaines collectivités pour la reverser à des collectivités moins favorisées.

Cette solidarité au sein du bloc communal se met progressivement en place au niveau national : 150 millions d'euros en 2012, 360 millions d'euros en 2013, 570 en 2014, 780 en 2015 pour atteindre à partir de 2016 et chaque année, 2% des ressources fiscales communales et intercommunales, soit plus d'un milliard d'euros.

Une fois définie la contribution ou l'attribution d'un EPCI, celle-ci est répartie entre l'EPCI et ses communes membres selon des modalités définies par la loi, et modifiables par l'EPCI à la majorité qualifiée, avant le 30 juin de l'année de référence.

Trois options sont possibles pour répartir ce montant :

- ✓ La répartition de droit commun s'effectue en deux temps :
 - L'attribution de l'EPCI est calculée en multipliant la contribution de l'ensemble intercommunal par le Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF).
 - La répartition entre les communes membres s'opère en fonction du potentiel financier par habitant et de la population de chacune des communes.

- ✓ La première répartition dérogatoire, décidée par délibération de l'organe délibérant de l'EPCI, à la majorité des deux tiers, adoptée avant le 30 juin de l'année de répartition :
 - L'attribution de l'EPCI est calculée en multipliant l'attribution de l'ensemble intercommunal par le Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF).
 - L'attribution des communes membres est égale à la différence entre l'attribution de l'ensemble intercommunal et celle de l'EPCI. La répartition entre les communes membres s'opère en fonction de leur population, de l'écart du revenu par habitant des communes au revenu moyen par habitant des communes de l'EPCI, du potentiel fiscal ou financier par habitant au regard de la moyenne ainsi que de tout autre critère complémentaire de ressources ou de charges pouvant être choisi par le conseil communautaire. Ces modalités ne peuvent toutefois avoir pour effet de majorer de plus de 30% l'attribution d'une commune par rapport à celle calculée selon le droit commun.

- ✓ La deuxième répartition dérogatoire, dite « libre », en définissant de manière émanicipée la répartition du reversement entre l'EPCI et ses communes membres. Cette répartition est permise par des délibérations conjointement prises, avant le 30 juin, par le conseil communautaire statuant à la majorité des deux tiers et par l'ensemble des conseils municipaux des communes membres statuant à la majorité simple. Ainsi, tous les conseils municipaux doivent impérativement avoir approuvé la répartition définie en Conseil Communautaire, par un vote à la majorité simple avant le 30 juin ; à défaut, la répartition de droit commun s'applique.

Le montant de l'attribution du FPIC 2015 à destination de l'ensemble intercommunal (communauté de Communes et les 16 communes), bénéficiaire, est de 615 854 €, représentant une croissance de + 38,56 % par rapport à 2014.

Le 10 juin 2015, le Conseil communautaire a décidé, après avoir examiné les différents scénarii possibles, de retenir le deuxième mode dérogatoire dit « libre ». Celui-ci se décompose de la sorte

- Distribuer aux communes les sommes prévues par la répartition de droit commun, représentant un montant global de 393 132 € ;

- Et, en sus, la suppression de la Dotation de solidarité communautaire (DSC), facultative, pour un montant de 222 440 €, et son intégration dans le reversement du FPIC versée aux communes selon les mêmes montants que ceux de la DSC jusqu'en 2014, rendant totalement neutre financièrement la suppression de la DSC pour chacune des communes.

Le tableau ci-après précise la répartition du FPIC 2015 proposée pour la communauté et chacune des communes. Est ainsi versé aux communes un montant global de 615 572 €, la communauté de communes conservant une somme de 282 €.

	DSC		FPIC Droit commun			DSC + FPIC	FPIC Dérogatoire « libre » - n° 2
Communes	2014	2015	2013	2014	2015	2014	2015
	(a)			(c)	(b)	(a + c)	Option retenue
							(a+b)
CAVIGNAC	32 582	0	10 834	17 998	25 832	50 580	58 414
CEZAC	2 713	0	20 147	30 915	43 276	33 628	45 989
CIVRAC	11 597	0	7 153	10 611	15 286	22 208	26 883
CUBNEZAIS	1 791	0	6 881	10 866	14 892	12 657	16 683
DONNEZAC	14 526	0	6 654	10 126	13 835	24 652	28 361
GENERAC	5 694	0	5 350	7 928	10 957	13 622	16 651
LARUSCADE	4 787	0	22 025	33 768	46 886	38 555	51 673
MARCENAIS	9 681	0	6 154	9 419	12 720	19 100	22 401
MARSAS	4 342	0	10 531	16 324	22 409	20 666	26 751
ST CHRISTOLY	7 469	0	16 589	24 281	36 134	31 750	43 603
ST GIRONS	2 379	0	9 085	13 720	18 657	16 099	21 036
ST MARIENS	19 663	0	14 548	21 818	30 181	41 481	49 844
ST SAVIN	54 741	0	21 970	34 146	47 384	88 887	102 125
ST VIVIEN	2 313	0	3 353	5 366	7 752	7 679	10 065
ST YZAN	22 062	0	19 650	30 691	41 640	52 753	63 702
SAUGON	26 100	0	2 250	3 679	5 291	29 779	31 391
TOTAL	222 440	0	183 174	281 656	393 132	504 096	615 572
Moyenne	13 903	0		17 604	24 571	31 506	38 473
CDC St Savin			99 921	162 821	222 722		282
Total			283 095	444 477	615 854		615 854

Ainsi, le montant revenant à la commune correspond à la somme du FPIC de droit commun 2015 pour la commune et du montant de la Dotation de Solidarité Communautaire perçu en 2014 (DSC).

Le Maire, après lecture de la proposition du conseil communautaire, précise la nécessité de voter avant le 30 juin 2015 et la nécessité que les 16 conseils municipaux soient favorables avec cette proposition pour que le versement du FPIC soit effectif en 2015 conformément à l'exposé ci-dessus portant sur la répartition dérogatoire dite « libre ».

Le Conseil Municipal décide :

- D'accepter la suppression de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) et son intégration des sommes correspondantes dans les reversements du FPIC ;
- D'opter pour la deuxième répartition dérogatoire dite « libre », prévoyant le versement de 43 603,00 € au profit de la commune de Saint-Christoly de Blaye, selon la répartition dans le tableau ci-dessus, et 282 € au profit de la Communauté de Communes ;
- Que la présente décision soit valable uniquement pour l'année 2015 et qu'une nouvelle délibération puisse être prise l'année prochaine, en fonction de l'évolution du FPIC, pour fixer éventuellement un mode de répartition différent.

VOTE : Pour : 18

Contre : 0

Abstention : 0

N° 20150630-02

OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FDAEC 2015 AUPRES DU DEPARTEMENT

Madame PICQ informe que la demande de subvention pour la construction du Centre de Soins n'a pas été acceptée par les conseillers départementaux. Le FDAEC est attribué sur des ordres de travaux de l'année en cours.

Monsieur MACEIRA demande ce que c'est que la « Sécurisation du Bourg », intitulé proposé dans le projet de délibération.

Madame PICQ répond qu'il s'agit de l'aménagement de sécurité des entrées du bourg, de l'école et du village de « Cottraud ». Elle propose de mettre cet intitulé dans la délibération. Elle explique qu'il s'agit de créer des écluses qui nécessitent l'implantation de potelets et des marquages au sol créant des rétrécissements afin de casser la vitesse.

Elle donne lecture du projet de délibération : sécurité des entrées du bourg, de l'école et du village de « Cottraud ».

Madame le Maire rappelle la délibération prise en date du 3 juin. Elle indique que les conseillers départementaux ont déclaré la demande irrecevable pour la construction du Centre de Soins compte tenu que les ordres de services aux entreprises ont été donnés en 2014.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'affecter cette dotation à la réfection de la chaussée sur la VC n° 201 au lieudit Quérion à la VC n° 207 au lieudit Valade, de la VC n° 6 Rue du 19 mars 1962, de la réfection de la cour de l'école maternelle, de la réfection de la demi-chaussée de l'avenue Paul Arnaudin et pour la l'aménagement de sécurité des entrées du bourg, de l'école et du village de « Cottraud ».

Le Plan de financement HT de cette opération est le suivant :

Dépenses :

- VC n° 201 à la VC n° 207 :	25 575,38 €
- VC N° 9 :	2 780,80 €
- Cours de l'école maternelle :	4 656,85 €
- Avenue Paul Arnaudin :	5 261,30 €
- Aménagement de sécurité :	14 085,40 €

TOTAL HT : 52 359,73 €

Recettes :

- FDAEC 2015 :	29 432,00 €
- Autofinancement HT :	22 927,73 €

TOTAL HT : 52 359,73 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à solliciter l'aide financière du Conseil Départemental au titre du FDAEC pour cette opération ;

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-03

OBJET : EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE AU LIEUDIT « LA GACHE »

Madame PICQ informe que le terrain concerné se situe en zone constructible de la carte communale et par conséquent, la commune a obligation d'amener les réseaux. Elle informe qu'elle a rencontré le pétitionnaire a qui, dans ce cas, nous pouvions demander de participer au financement mais qui refuse de payer l'extension. La commune ne peut pas l'obliger. Il aurait fallu que les réseaux soient étudiés lorsque la carte communale a été mise en place afin d'appliquer une PVR. Maintenant on ne peut plus depuis le 1^{er} décembre 2014.

Monsieur MOULIN demande où se situe exactement ce terrain.

Madame PICQ explique qu'il se trouve à l'angle de l'entrée du village « La Gache » vers le camping.

Monsieur MOULIN remarque que le réseau électrique est aérien sur cette partie de la commune et se demande s'il ne faudrait pas prendre la technique souterraine, de plus cela est plus esthétique.

Madame PICQ répond que cela a été étudié en commission « Finances », et vu avec ERDF qui nous fait remarquer qu'en cas de panne, le problème est plus difficile à trouver en souterrain et le coût de réparation est plus important. Le choix s'est donc porté sur de l'aérien également moins coûteux à la création.

Monsieur MOULIN indique que les deux techniques sont aussi fiables l'une que l'autre sur une petite distance et qu'il faut penser à une vision à long terme sur la commune.

Monsieur BERLINGER constate que dans le bourg il y a beaucoup de lignes enterrées et que cela ne semble poser aucun problème.

Madame PICQ propose la délibération suivante :

Madame le Maire informe que suite à une déclaration préalable et à la demande de certificat d'urbanisme B, le SDEEG nous a informé que la commune devait procéder à l'extension du réseau de distribution publique d'électricité au lieudit « La Gache ».

Le devis estimatif s'élève à 4 702,00 € en technique aérienne et à 6 381 € en technique souterraine, cette dépense est entièrement à la charge de la commune

La commission « Finances, gestion du personnel », réunie le 24 juin propose au Conseil Municipal de retenir la technique aérienne.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- de retenir la technique aérienne pour 4 702,00 €
- autorise Madame le Maire à signer le devis correspondant ;
- la dépense correspondante sera inscrite au budget de fonctionnement à l'article 65737.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-04

OBJET : ACQUISITION DE DEUX POSTES INFORMATIQUES : BIBLIOTHEQUE ET SECRETARIAT

Madame PICQ informe que le matériel informatique de la bibliothèque montre des faiblesses et doit être changé.

D'autre part, elle informe de la réorganisation du secrétariat à compter de septembre : Sonia passera à l'étage, Véronique et Marie feront l'accueil à tour de rôle. Lorsqu'elles seront remplacées certains jours par une autre personne qui n'est pas encore recrutée pour faire face au surcroît de travail, Marie conservera son bureau et Véronique disposera d'un bureau également afin de traiter l'urbanisme.

Elle propose la délibération suivante :

Madame le Maire informe qu'il convient de remplacer le poste informatique de la bibliothèque, d'en acquérir un nouveau pour le secrétariat de mairie et d'acheter une borne WIFI pour l'école maternelle.

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 24 juin a étudié le devis de MISCO d'un montant TTC de 1 295,45 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Madame le Maire à signer le devis avec MISCO d'un montant de 1 295,45 € ;
- inscrit la dépense en section d'investissement, aux articles 205 et 2183 et aux opérations correspondantes.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Monsieur MOULIN demande si l'on a interrogé les parents d'élèves pour mettre la WIFI.

Madame PICQ répond que non, elle précise que chaque classe est équipée avec une connexion fiable et que le filaire n'est pas pratique pour les portables.

Monsieur BERLINGER demande qui est MISCO.

Madame PICQ informe Monsieur CROISANT se charge pour nous de trouver le matériel au meilleur prix et que MISCO est un fournisseur chez lequel nous achetons régulièrement du matériel.

OBJET : ACQUISITION DE PANNEAUX DE SIGNALISATION POUR LA SECURISATION DU BOURG ET DU VILLAGE DE « COTTRAUD »

Madame PICQ informe que suite à la commission « Finances » il a été demandé d'autres devis. Monsieur DEBET, en charge du dossier, n'a pas eu le temps de comparer les devis correctement. En son absence, elle propose de surseoir à cette délibération.

N° 20150630-05

OBJET : CONVENTIONS AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR LA SECURISATION DU BOURG ET DU VILLAGE DE COTTRAUD

Après examen du projet validé par le Centre Routier Départemental par la commission « Voirie, urbanisme, accessibilité, assainissement, entretien des bâtiments, entretien du cimetière » du 22 juin 2015.

Madame le Maire informe de l'aménagement de sécurité des routes départementales D22 (entrées Est et Ouest du bourg) et D737 (école élémentaire et village de Cottraud (entrées Nord et Sud).

Elle informe de la nécessité de signer les conventions d'aménagements de sécurité avec le Département.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à signer les trois conventions d'aménagements de sécurité des RD 22 et 737, qui seront annexées à la présente.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-06

OBJET : EXTENSION DU CENTRE DE SECOURS DE SAINT-SAVIN

Madame PICQ informe que la commune est une des rares à ne pas s'être positionnée. L'Amicale des Maires s'est réunie le 29 juin et avait invité le SDIS. Elle indique qu'elle est favorable à l'extension de la caserne qui prévoit une création de vestiaires femmes et hommes, de vestiaires pour 30 jeunes environ âgés de 12 à 16 ans en formation, création d'une salle de sport, d'une salle de formation, d'un espace de manœuvre et d'un foyer.

Le SDIS prévoit 120 à 125 000 interventions en 2020.

Elle précise qu'aujourd'hui il y a 18 professionnels et 43 volontaires. Ces derniers ont réalisé 3 000 heures de travail. 80 % des secours sont prodigués à la personne.

Il n'est pas envisageable que certaines communes paient et que les autres profitent du service sans financer. Le financement prévu est supporté à hauteur de 50 % par le SDIS et 50 % par les communes.

Monsieur CADUSSEAU demande si les travaux sont effectués pour améliorer leurs conditions de travail.

Madame PICQ répond que oui et c'est pour aussi répondre à la législation du travail.

Madame BELLUE trouve cela onéreux.

Monsieur MACEIRA demande pourquoi ce n'est pas la CDC qui prend en charge.

Madame PICQ répond que trois communes du canton ne dépendent pas du SDIS de Saint-Savin, à savoir Laruscade, Marsas et Marcenais.

Madame BAUDE demande si des travaux doivent être réalisés dans les centres de secours dont dépendent ces communes qui financera ?

Madame PICQ répond que si la CDC finance pour le centre de secours de Saint-Savin, elle devra aussi participer au financement des travaux des casernes d'où dépendent ces trois communes.

Elle précise par ailleurs que si c'est la CDC qui finance les travaux, la commune verra sa dotation diminuer. Et au final, ce sont les contribuables qui paieront. Les travaux doivent être effectués pour améliorer le service.

Monsieur MACEIRA demande combien cela va-t-il coûter à la commune.

Madame PICQ répond que l'estimatif est de 2,36 € par habitant sur 15 ans.

Monsieur GRIMEE demande si les travaux de la gendarmerie seront aussi pris en charge par les communes.

Madame PICQ répond que non. C'est la CDC.

Monsieur BERLINGER remarque que les habitants sont contents de bénéficier de ce service, de plus cela génère une activité sur le territoire. Il trouverait logique que la compétence revienne à la CDC.

Monsieur MOULIN trouve injuste que la CDC demande aux communes de financer, alors qu'elle souhaite augmenter son CIF.

Monsieur MACEIRA demande à qui appartient la responsabilité des locaux.

Madame PICQ répond qu'ils appartiennent au Département .

Monsieur BERLINGER aurait souhaité avoir plus de renseignements.

Madame PICQ demande que les élus réfléchissent à l'image de la commune vis-à-vis des administrés et des autres collectivités. Elle propose que soit modifiée la délibération en précisant que la commune est favorable au projet mais souhaiterait qu'il soit financé par la CDC.

Monsieur GRIMEE demande si cela est faisable budgétairement.

Madame BAUDE répond que cela devra être approvisionné et qu'en contrepartie c'est autre chose qui ne pourra pas se faire.

Après discussion, Madame PICQ donne lecture de la délibération :

Madame le Maire informe le Conseil Municipal que le SDIS de la Gironde projette l'extension des bâtiments du centre de secours et d'intervention situé sur la commune de Saint-Savin, en raison de l'augmentation d'activités du centre lié à l'augmentation de la population notamment.

Le mode de financement de tels travaux prévoit la contribution des communes du ressort du centre de secours concerné en première intervention.

Madame le Maire informe que la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 24 juin a étudié ce projet.

Après en avoir délibéré,

- le Conseil Municipal est favorable à l'extension du Centre de Secours de Saint-Savin, néanmoins au regard de la politique portée par la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde vis-à-vis du CIF, la commune de Saint-Christoly de Blaye

souhaite que le financement soit assuré par la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde ;

- Mandate Madame le Maire afin de transmettre la présente délibération à Monsieur le Maire de Saint-Savin où se situe le centre de secours.

VOTE : Pour : 15 Contre : 0 Abstention : 3 (Odette ANCELOT, Stéphanie BAUDE, Marie-Claude BELLUE).

N° 20150630-07

OBJET : BONS D'ACHAT POUR LES LAUREATS DES MAISONS FLEURIES

Le jury des Maisons Fleuries a attribué 35 récompenses aux habitants qui participent à l'embellissement de la commune.

Sur proposition de la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 24 juin, Madame le Maire propose au conseil municipal d'attribuer un bon d'achat de 20 € à la jardinerie PICQ à Saint-Savin aux personnes suivantes :

- Monsieur et Madame Christian BERMEJO ;
- Monsieur et Madame Jacques DEVAUTOUR ;
- Monsieur et Madame Michel DEBANDE ;
- Monsieur et Madame Jean-Claude LACAUSSAGUE ;
- Monsieur et Madame Jean-Pierre COTTET ;
- Monsieur et Madame Michel MABILLE DE PONCHEVILLE ;
- Monsieur Jean-Marc SARRAZIN ;
- Madame Margaret CELONIE ;
- Madame NAU Claudine ;
- Madame VISSE Madeleine ;
- Monsieur et Madame Jean-Claude PIOUSCEAU ;
- Monsieur et Madame Serge BADUEL ;
- Monsieur et Madame Gérard GLANGER ;
- Mesdames Ann ROBERTS et Gemma LOPEZ ;
- Monsieur Pierre BROCAIRE ;
- Madame Napoléonnette ROY ;
- Madame Jacqueline DENOYELLE ;
- Madame Bernadette FOURESTIER et Monsieur Léo GRELIER ;
- Monsieur et Madame Pierre BEBOT ;
- Madame Mauricette BOUCAUD ;
- Monsieur et Madame Maxime DEVAUX ;
- Madame Jeanine RENOULEAUD ;
- Monsieur et Madame Patrick HERAUD ;
- Monsieur et Madame Roland DUCROS ;
- Monsieur et Madame Albert VIVIER ;
- Monsieur et Madame Guy GRATIANNE ;
- Monsieur et Madame Robert VITRAS ;
- Monsieur et Madame Jean-Roger GUEDON ;
- Monsieur et Madame Christian COUSTAL ;
- Madame Françoise CARASCO ;
- Monsieur et Madame Jean-Claude LAFON ;
- Monsieur et Madame Fernand SEBILLEAU ;
- Monsieur et Madame Philippe DUMAS ;
- Monsieur et Madame Marcel SAURA ;
- Madame Simone ROUX.

Les bons d'achat seront valables jusqu'au 30 avril 2016.

Les lauréats présenteront leur bon d'achat à la jardinerie PICQ qui adressera à la commune une facture au 31 décembre 2015 et une autre au 30 avril 2016.

La dépense correspondante de 700 € sera affectée au 658 « Charges diverses de gestion courante ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide l'attribution des prix.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-08

OBJET : MISE EN PLACE D'UN CONTRAT D'APPRENTISSAGE AU SECRETARIAT DE MAIRIE

Madame PICQ informe que l'ordre du jour du conseil municipal a été envoyé avant la réunion de la commission « Finances ». Il avait été envisagé de retenir la jeune fille qui avait effectué deux stages au secrétariat et qui avait donné entière satisfaction. Lors de la commission « Finances », Madame CHAMBOUNAUD nous a informés du fait que la collectivité devrait financer la formation de l'apprenti et nous a remis la candidature d'une autre personne présentant un handicap et dont la formation serait prise en charge.

Cette personne a été contactée mais a indiqué qu'elle ne souhaitait pas prendre le poste puisqu'elle n'était pas titulaire du permis, et était donc dans l'impossibilité de se déplacer.

Une simulation financière a été effectuée pour un ou une jeune en contrat d'apprentissage, le coût financier pour la collectivité est de 36 954 € pour les deux ans et une personne en CDD à raison de deux jours par semaine reviendrait à 28 563 €.

Madame CHAMBOUNAUD précise que si la personne prise en contrat d'apprentissage présente un handicap, la prise en charge est de 80 % par le FIPHFP, la formation est prise en charge jusqu'à hauteur de 10 000 € et il n'y a pas de limite d'âge.

Madame PICQ informe que le secrétariat a un réel besoin et qu'il faut également donner une réponse à la jeune candidate.

Monsieur MACEIRA pense qu'il faudrait trouver quelqu'un de compétent.

Monsieur BERLINGER propose que la CDC recrute une secrétaire qui pourrait pallier les demandes de chaque commune.

Madame ROBERTEAU pense qu'il faudrait cibler nos besoins, en informer les CFA et chercher ainsi la personne qui peut correspondre.

Madame PICQ donne lecture du projet de délibération :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Travail ;

Vu la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

Vu la Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail ;

Vu le Décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public ;

Vu le Décret n° 93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial ;

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure d'entrée en formation concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir les connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

Considérant qu'après avis favorable du Comité Technique, il revient au conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

- Décide le recours au contrat d'apprentissage ;
- Décide de conclure dès la rentrée scolaire, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :
- Précise que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal, au chapitre 012, à l'article 6417 ;
- Autorise Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention conclue avec les Centres de Formations d'Apprentis, à condition que l'avis du Comité Technique soit favorable.
- Autorise Madame le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment le contrat d'apprentissage ainsi que la convention conclue avec les Centres de Formations d'Apprentis et le centre de gestion de la Gironde pour la mise en œuvre d'une action d'accompagnement dans le cadre d'un contrat d'apprentissage aménagé.

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la formation
Administratif	1	BTS Manager	2 ans

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat.

VOTE : Pour : 1 (Emmanuel MOULIN)

Contre : 3 (Thomas BERLINGER, Valérie CHAMBOUNAUD, Murielle PICQ)

Abstention : 14

N° 20150630-09

OBJET : GRATIFICATION DES STAGIAIRES

Madame le Maire rappelle la délibération prise en date du 4 février fixant les critères afin de gratifier les stagiaires.

La commission « Finances, Gestion du Personnel », réunie le 24 juin a établi la liste des stagiaires pouvant bénéficier d'une gratification.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à verser une gratification de 100 € aux stagiaires suivantes :

- Bérénice ELIE ;
- Lindsay MOHEDANO ;
- Jenifer PHOREAU ;
- Marie SUBILEAU.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-10

OBJET : ACHAT D'UN SPECTACLE

Madame PICQ informe que plusieurs pistes ont été envisagées pour étoffer la programmation du VOX. Dans la plaquette de l'association « Culture Vox », seront annoncés les spectacles et expositions organisés par la commune. Le coût supplémentaire supporté par l'association pour la commune sera pris en charge par la collectivité d'où l'idée de lui verser une subvention exceptionnelle.

Trois spectacles supplémentaires sont prévus dont un à la billetterie donc sans coût pour la commune.

Monsieur MACEIRA demande si l'on va verser 1 500 € à Théâtre Epicé pour le spectacle.

Madame PICQ informe que l'achat du spectacle est de 1 500 €. L'association « Théâtre Epicé » achèterait le spectacle et deviendrait ainsi organisatrice. Après la représentation, il sera fait un point et la subvention de fonctionnement sera modulée en fonction des entrées réalisées. Le but n'étant pas que les associations fassent du bénéfice sur la programmation supplémentaire. Pour information, sur le spectacle de Raoul Fichel, l'association a eu un déficit de 140 € et n'a rien demandé.

Le conseil municipal doit se positionner afin que l'association puisse retenir le spectacle.

Le spectacle en faveur des élèves des écoles pour Noël pourrait être réalisé avec la MFR de Chevanceaux qui conçoit et joue le spectacle gratuitement. Le coût est de 290 € pour les frais de déplacement.

Madame PICQ propose les deux délibérations suivantes :

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 24 juin propose au conseil municipal d'acheter un spectacle en vue d'étoffer la programmation de la salle VOX.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Accepte d'acheter le spectacle de l'association Côtes et Cuivres d'un coût de 300€
- Inscrit la dépense correspondante à l'article 6232 « Fêtes et cérémonies » ;
- Autorise Madame le Maire à effectuer les démarches nécessaires.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-11

OBJET : SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES A CULTURE VOX ET A THEATRE EPICE

La commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 24 juin propose au conseil municipal de verser une subvention exceptionnelle aux associations de « Culture Vox » afin de rembourser les frais supplémentaires d'édition de la plaquette pour annoncer les spectacles de la commune et « Théâtre Epicé » afin de rembourser l'achat d'un spectacle pour enfants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à verser une subvention exceptionnelle aux associations :

- Culture VOX d'un montant de 290 € ;
- Théâtre Epicé d'un montant de 1 500 € après le spectacle.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-12

OBJET : CREATION D'UNE REGIE DE RECETTES « SPECTACLES, CONCERTS, EXPOSITIONS »

Le Conseil Municipal de Saint-Christoly de Blaye,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaires des régisseurs ;

Vu l'article R.1617-1 à R.1617.18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avance et de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs ;

Vu la décision du conseil municipal instituant une régie de recettes pour encaisser la billetterie des spectacles, concerts, expositions, événements culturels ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date 30 juin 2015 ;

DECIDE

Article 1 - Il est institué une régie de recettes auprès de la commune de Saint-Christoly de Blaye.

Article 2 - Cette régie est installée à la mairie de Saint-Christoly de Blaye - 1 Place de l'Eglise - 33920 SAINT-CHRISTOLY DE BLAYE.

Article 3 - La régie encaisse les produits suivants :

- Billetterie des spectacles ;
- Billetterie des concerts ;
- Billetterie des expositions ;
- Billetterie d'événements culturels.

Article 4 - Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- En chèques ;
- En espèces.

Article 5 - Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 €.

Article 6 - Le régisseur est tenu de verser au comptable public assignataire le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 5 et tous les mois, et au minimum une fois par mois.

Article 7- Le régisseur verse auprès du comptable public la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et, au minimum une fois par mois.

Article 8 - Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Article 9 - Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 10 - Le suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 11 - La commune de Saint-Christoly de Blaye et le comptable public assignataire de Saint-Savin sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-13

OBJET : DELIBERATION MODIFICATIVE N° 1 DU BUDGET GENERAL

Madame le Maire informe des acquisitions de postes informatiques, de la gratification des stagiaires et des travaux d'extension du réseau électrique à « La Gache ».

Elle propose d'inscrire les dépenses correspondantes au budget comme suit :

Dépenses de fonctionnement

65737 Extension des réseaux	+ 4 702,00 €
64138 Gratification	+ 400,00 €
022 Dépenses imprévues	- 5 102,00 €

Dépenses d'investissement

205/14 Logiciels Pack Office	+ 125,00 €
205 Logiciel Pack Office	+ 125,00 €
2183/14 Matériel informatique	+ 800,00 €
2183 Matériel informatique	+ 370,00 €
2183/24 Matériel informatique	+ 40,00 €
020 Dépenses imprévues	- 1 460,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal accepte les virements de crédits comme définis ci-dessus.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-14

OBJET : AVENANT N° 3 AU LOT N° 11 VRD AVEC TP33

Madame le Maire rappelle le marché signé avec la SARL TP33 pour le lot n° 11 « VRD » en date du 21 juillet 2014 dans le cadre de la construction du centre de soins pour un coût HT de 133 639,54 € et des avenants n° 1 et n° 2 pour un coût respectif de 2 426,46 € HT et de 2 521,55 € HT.

Sur proposition de Madame le Maire, la commission « Finances, Gestion du personnel », réunie le 24 juin, propose l'avenant en plus-value de 1 443,64 € HT suivant :

- En accord avec Orange, il est confié à la SARL TP33 le génie civil complémentaire pour raccorder le centre de soins jusqu'à la chambre située au niveau de la pharmacie.

Le nouveau montant du marché HT pour le lot n° 11 « VRD » s'élève à 140 031,19 € HT.

Le Conseil Municipal accepte la proposition de Madame le Maire et l'autorise à signer l'avenant n° 3 correspondant avec la SARL TP33.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 2 (Jean-Marie MACEIRA, Valérie CHAMBOUNAUD)

N° 20150630-15

OBJET : AVIS SUR LE DEPLACEMENT DE LA CHAMBRE FUNERAIRE DE LA SARL BEAU & FILS

Madame PICQ informe que le funérarium devrait ouvrir le 19 juillet. La Sous-Préfecture a renvoyé les documents pour que la mairie donne son avis sur le transfert de la chambre funéraire. D'où le projet de délibération :

Madame le Maire informe du courrier de Madame la Sous-Préfète du 16 juin dans lequel elle sollicite le conseil municipal pour émettre un avis sur le transfert de la chambre funéraire de la SARL BEAU & Fils, selon l'article R 2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable au transfert de la chambre funéraire de la SARL BEAU & Fils à la place Rabut à Saint-Christoly de Blaye.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-16

OBJET : CONVENTIONS AVEC LES INTERVENANTS POUR LES TAP

Madame le Maire rappelle les activités mises en place dans le cadre des Temps d'Activités Périscolaires pour l'année scolaire 2015/2016: photos, éveil à la danse, jeux sportifs, informatique, yoga, musique, cuisine, jeux de mots, théâtre, jeux de société, ateliers créatifs, activités sportives, Ecole Multi-Sports.

Certains ateliers seront animés par des intervenants extérieurs, rémunérés directement par les associations dont ils dépendent.

Madame le Maire informe qu'il convient de mettre en place une convention entre la commune et chaque association.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Madame le Maire à signer les conventions correspondantes avec les associations qui mettront à disposition de la collectivité des intervenants pour animer les ateliers.

VOTE : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

N° 20150630-17

OBJET : MOTION POUR ALERTER SOLENNELLEMENT LES POUVOIRS PUBLICS SUR LES CONSEQUENCES DE LA BAISSSE MASSIVE DES DOTATIONS DE L'ETAT

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, vont être massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros qui sera décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- De 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- Soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, l'AMG souhaite soutenir l'action de l'AMF pour mener une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises.

En effet, si cette baisse est maintenue sur les deux prochaines années, la seule alternative sera de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

L'AMG rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes et leurs intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- Elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- Elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- Enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la

croissance économique et l'emploi.
La diminution drastique des ressources locales pénalisera à terme nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et pourrait fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

C'est pour toutes ces raisons que l'AMG soutient les demandes de l'AMF :

- Réexamen du plan de réduction des dotations de l'Etat et à minima un lissage dans le temps ;
- Arrêt immédiat des transferts de charges et des mesures normatives, sources d'inflation de la dépense ;
- Réunion urgente d'une instance nationale de dialogue et de négociation pour remettre à plat les politiques publiques nationales et européennes impactant les budgets des collectivités locales.

VOTE : Pour : 14 Contre : 0 Abstention : 4 (Jean-Marie MACEIRA, Valérie CHAMBOUNAUD, Bruno CADUSSEAU, Francis VITRAS).

Monsieur MACEIRA justifie son abstention en indiquant que pour lui cela ne sert à rien. Ce qui est inquiétant c'est le déficit de l'Etat.

QUESTIONS DIVERSES

1°) Madame PICQ informe du courrier de remerciement de l'Aéroclub de Marcillac pour la subvention allouée.

2°) Madame PICQ informe de l'invitation du Conseil Régional le mardi 7 juillet sur le thème « Poursuivre le développement de la méthanisation en Gironde ».

3°) Madame PICQ informe que le journal de la CDC est à distribuer. Il sera inséré une page des manifestations sur la commune.

Madame le maire fait un tour de table afin de savoir qui pourra distribuer le journal avant le week-end afin de mettre à jour le nombre de journaux à distribuer par élu.

4°) Pour le week-end « Photos », il est demandé de l'aide pour tenir les permanences dans la salle des mariages et à la bibliothèque. Les autres salles sont prises en charge par les associations des photographes.

Il est rappelé la cérémonie du jumelage avec la commune de Saint-Christol aura lieu dimanche 5 juillet à 12 heures - Salle des mariages - et le dévernissage à 17 heures.

5°) Le Réseau Santé Social organise deux réunions par mois et soirées thématiques. Les élus intéressés doivent se manifester.

6°) La commission « Communication » se réunira le 20 juillet à 18h30 pour préparer l'agenda.

8°) Il est rappelé la réunion sur l'OPAH avec la CDC au Vox le 8 juillet à 18h30.

9°) Le prochain conseil municipal devrait avoir lieu le 2 septembre. Il est remis à chaque conseiller municipal le schéma de mutualisation proposé par la CDC afin que chacun puisse en

prendre connaissance. Les représentants de la CDC viendront l'expliquer lors du prochain conseil municipal.

10°) Monsieur MOULIN demande si les deux chapiteaux ont bien été réservés auprès de la CDC pour le 24 juillet pour la fête.

Madame PICQ ne se souvient pas, elle vérifiera auprès du secrétariat.

Monsieur MOULIN demande où en est le tableau avec les 8-10 prises pour la fête locale.

Madame PICQ répond que ce n'est pas possible d'avoir un compteur mobile. Les coffres qui se trouvent près du Centre de Soins vont être déplacés vers l'aire des camping-cars.

Monsieur BERLINGER demande si une entreprise du chantier ne peut pas prêter un coffret.

Madame PICQ informe que l'électricien, Monsieur ROY, viendra mardi et il verra les possibilités.

Monsieur MOULIN veut voir si on a un câble pour aller à un second coffret depuis celui qui est devant le Centre de Soins.

11°) Madame PICQ rappelle que Madame GABISON écrivait des articles pour la page centrale du journal municipal. Elle a émis auprès de Madame VIRUMBRALES son souhait de continuer, si le temps lui permettait.

Madame PICQ demande aux élus s'ils acceptent que Madame GABISON poursuive cet article, apprécié des administrés.

Personne ne s'oppose à ce qu'elle continue dans la mesure de ses disponibilités.

12°) Monsieur CADUSSEAU suggère que dans le journal municipal soit intégrée une délibération des archives un peu humoristique d'environ 100 ans.

13°) Monsieur BERLINGER indique que le chemin Cathelineau/Grand Village a des trous et une bosse au milieu. Il explique que l'état du chemin s'est dégradé du fait qu'une piscine a été vidée plusieurs fois au même endroit. Il faudrait demander à une entreprise de gratter et renouveler le calcaire.

Une convention devra être établie avec la commune de Saint-Vivien puisque le chemin est sur les deux communes.

Monsieur BERLINGER souhaiterait qu'il soit demandé aux riverains de tailler leur haie qui gêne la visibilité.

Fait à Saint-Christoly de Blaye, le 30 juin 2015

La secrétaire de séance,
Géraldine VIRUMBRALES.

Le Maire,
Murielle PICQ.